DEMANDE DE PARTICIPATION À UN RÉFÉRENDUM

Second projet de règlement

Règlement numéro 2710-105 modifiant le Règlement 2710 sur le zonage afin d'introduire des dispositions visant la transition écologique, d'ajuster les dispositions sur les piscines, le stationnement, les murs d'intimité et autres dispositions connexes

---

AVIS EST DONNÉ aux personnes intéressées de l'arrondissement de Lachine et des zones contiguës indiquées ci-dessous et ayant le droit de signer une demande de participation à un référendum :

Rues principales délimitant la zone	Zone visée	Zones contiguës
1. 32e Avenue portion sud entre rues Remembrance et Victoria, 25e et 28e Avenues	C-301	R-207, M-215, P-300, M-302, R-303, R-313, R-315, M-317, C-356 et R-439
2. Parc industriel rues Saint-Jacques et Victoria et Avenue George V	I-340	R-329, M-331, M-337, R-338, I-341, M-346, M-347, P-358, PR-428, R-504, I-508, I-906, I-907 et EP-900
	I-341	I-340, R-504, I-508 et EP-900
3. Rue Notre-Dame, 18e Avenue et rue Victoria	C-405	M-317, R-318, R-406, R-410, C-415 et R-439
4. et 4.1 Parc industriel au nord de l'autoroute 20 et à l'ouest de l'autoroute 13	I-500	R-201, R-203, R-209, R-210, I-501, EP-502, I-505, I-506 et I-507
	I-503	R-323, P-324, C-325, R-326, EP-502, I-508, EP-604, I-606, I-608, I-609 et EP-616
	I-505	I-500
	I-506	I-500
	I-507	I-500 et EP-502
	I-508	R-326, R-327, R-328, R-329, I-340, I-341, I-503, R-504, EP-616 et EP-618
5. Rue Notre-Dame Ouest entre le pont Gauron et les limites de l'arrondissement du Sud-Ouest	I-902	I-901, I-903, PR-904 et C-905
	I-903	I-901, I-902, EP-900 et C-905

1. APPROBATION RÉFÉRENDAIRE

À la suite de la consultation publique qui s'est tenue le 25 janvier 2023, le conseil d'arrondissement a adopté, lors de la séance ordinaire tenue le 6 février 2023, le second projet de *Règlement numéro 2710-105 (avec changements) modifiant le Règlement 2710 sur le zonage afin d'introduire des dispositions visant la transition écologique, d'ajuster les dispositions sur les piscines, le stationnement, les murs d'intimité et autres dispositions connexes.*

Ce second projet de règlement contient des dispositions qui peuvent faire l'objet d'une demande de la part des personnes intéressées de l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Lachine et des zones contigües indiquées ci-dessus afin que le règlement qui les contient soit soumis à leur approbation conformément à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ, chapitre E-2.2).

2. OBJET DU SECOND PROJET DE RÈGLEMENT

Ce second projet de règlement concerne les articles énumérés dans ce tableau.

Les dispositions de ce second projet de règlement se rapportant aux éléments suivants du projet de *Règlement numéro 2710-105 modifiant le Règlement sur le zonage* (2710), sont susceptibles d'approbation référendaire :

- à une note de l'annexe B visant le ratio de stationnement dans la zone C-405 à l'article 1;
- à l'introduction à l'annexe C « Grilles des usages et des normes d'implantation » de nouveaux usages visant les stations de recharge à l'article 2 et à permettre dans les zones C-301, I-340, I-341, I-500, I-503, I-505, I-506, I-507, I-508 et I-902, I-903, l'agriculture urbaine à l'article 3;
- aux montants des amendes visant des infractions sur les piscines à l'article 6;
- aux droits acquis aux articles 7 et 8;
- à l'utilisation de différentes parties d'un terrain aux articles 9 et 10;
- à l'aménagement des espaces libres sur un terrain aux articles 11 et 12 et au triangle de visibilité à l'article 13;
- à l'implantation des écrans d'intimité pour les usages résidentiels à l'article 16;
- à l'interdiction d'augmenter la superficie minéralisée au sol d'un terrain si le pourcentage de verdissement minimal exigé n'est pas atteint à l'article 33;

- à ne plus limiter à 37,2 m^2 la somme des superficies occupées par tout balcon, galerie, véranda, patio situé au 1er étage à l'article 34;
- à l'arrimage des dispositions sur les piscines aux exigences de sécurité du *Règlement sur la sécurité des piscines résidentielles* du gouvernement provincial aux articles 35 à 39;
- à la réécriture des dispositions portant sur les appareils de mécanique, conduits de ventilation ou réservoir aux articles 40 et 70;
- à l'ajustement de dispositions portant sur le stationnement aux articles 41 et 43 à 50 et 81;
- à l'installation de bornes de recharge électriques à l'article51;
- à l'abrogation de la référence au Règlement sur les usages conditionnels à l'article 55;
- à l'implantation de serres comme bâtiment accessoire et en régir le nombre, la localisation, distance d'une ligne de terrain, hauteur, dimension, etc., aux articles 56 à 62;
- à l'implantation de guérites de contrôle et de barrières à l'article 63;
- à l'implantation d'un agrandissement dans une cour avant à l'article 67;
- à l'abrogation d'une norme visant une distance de 8 m de la rive à l'article 68;
- à régir les panneaux solaires à l'article 69;
- à l'abrogation des dispositions sur les projets résidentiels et mixtes intégrés à l'article 71;
- à préciser que les travaux d'entretien dans la forte pente peuvent être autorisés à l'article 72;
- à la classification des usages aux articles 73, 74 et 75;
- à l'aménagement d'un écran visuel sur un terrain adjacent à un usage sensible à l'article 76;
- à l'autorisation de la classe «agriculture urbaine (510)» dans les zones C-301, I-340, I-341, I-500, I-503, I-505, I-506, I 507, I-508 et I-902 et I-903 et en prévoir les conditions à l'article 77;
- à l'aménagement des jardins domestiques, potagers, jardins collectifs ou communautaires ainsi qu'à l'implantation des serres domestiques comme usage complémentaire à l'article 78;
- à la suppression de la disposition sur la location de chambres à l'article 80;
- à l'autorisation de stations de recharge de véhicules électriques comme usage complémentaire aux articles 82 à 85;
- à l'abrogation du mot «cottage» afin de ne plus fixer de hauteur pour ce type d'habitation à l'article 86.

3. DESCRIPTION DU TERRITOIRE

Une demande relative aux dispositions susceptibles d'approbation référendaire peut provenir de l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Lachine et des zones contiguës indiquées ci-dessus.

Une telle demande aura pour effet de soumettre ces dispositions à l'approbation des personnes habiles à voter des zones concernées et des zones contiguës d'où provient cette demande.

4. CONDITIONS DE VALIDITÉ D'UNE DEMANDE

Pour être valide, toute demande doit :

- identifier clairement la **disposition** susceptible d'approbation référendaire qui en fait l'objet;
- identifier la **zone** d'où elle provient;
- être signée, dans le cas où il y a plus de 21 personnes intéressées de la zone d'où elle provient, par au moins 12 d'entre elles ou, dans le cas contraire, par au moins la **majorité** d'entre elles;
- être reçue au bureau du secrétaire d'arrondissement, 1800, boulevard Saint-Joseph, Lachine, H8S 2N4 dans les **8 jours** de la publication du présent avis, soit au plus tard le **22 février 2023 avant 16 h**.

De plus, chaque signataire doit être une **personne intéressée** selon les conditions exposées à l'article 5.

Le signataire (obligatoirement majeur en date du **6 février 2023**) indique, à côté de sa signature, son nom en majuscules, son numéro de téléphone, son adresse, le numéro d'appartement et la qualité en vertu de laquelle il est une personne intéressée à signer (voir article 5 à cet effet : résident, propriétaire ou copropriétaire, occupant ou cooccupant d'un lieu d'affaires, représentant d'une personne morale).

5. CONDITIONS POUR ÊTRE UNE PERSONNE INTÉRESSÉE À SIGNER UNE DEMANDE

5.1. Est une personne intéressée toute personne qui, le **6 février 2023**, n'est frappée d'aucune incapacité de voter, est majeure, de citoyenneté canadienne, n'est pas en curatelle et remplit l'une des deux conditions suivantes :

- est domiciliée dans une zone d'où peut provenir une demande et depuis au moins 6 mois au Québec;
- est, depuis au moins 12 mois, le propriétaire d'un immeuble ou l'occupant d'un lieu d'affaires, au sens de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, chapitre F-2.1), situé dans une zone d'où peut provenir une demande.

5.2. Condition supplémentaire pour les copropriétaires indivis d'un immeuble et pour les cooccupants d'un lieu d'affaires : être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des copropriétaires ou cooccupants, comme celui qui a le droit de signer la demande en leur nom et d'être inscrit sur la liste référendaire le cas échéant**. Cette procuration doit être produite avant ou en même temps que la demande.**

5.3. Condition supplémentaire au droit d'une personne morale de signer une demande : avoir désigné, parmi ses membres, administrateurs et employés, par résolution, une personne qui, le **6 février 2023**, est majeure, de citoyenneté canadienne, n'est pas en curatelle et n'est frappée d'aucune incapacité de voter selon la loi. **Cette résolution doit être produite avant ou en même temps que la demande.**

Sauf dans le cas d'une personne désignée à titre de représentant d'une personne morale, nul ne peut être considéré comme une personne intéressée à plus d'un titre conformément à l'article 531 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ, chapitre E-2.2).

6. ABSENCE DE DEMANDE

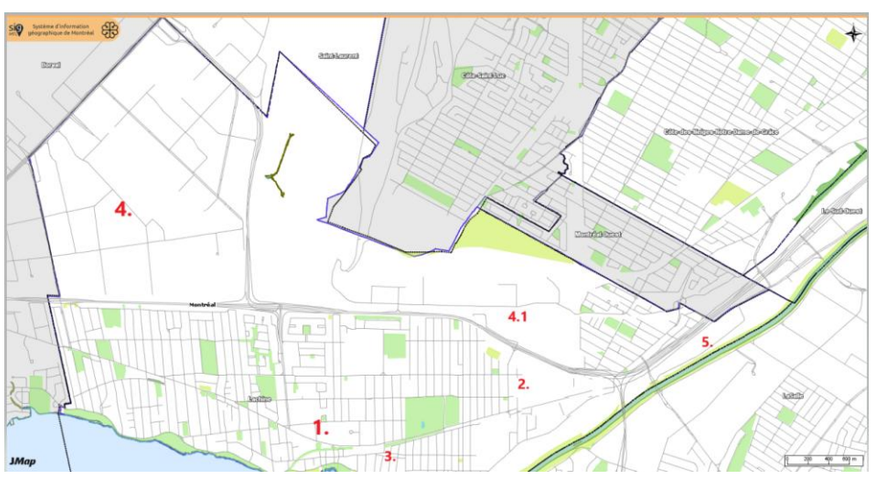
Toute disposition de ce second projet de règlement qui n'aura pas fait l'objet d'une demande valide pourra être incluse dans un règlement qui n'aura pas à être approuvé par les personnes habiles à voter.

7. CONSULTATION DU PROJET DE RÈGLEMENT

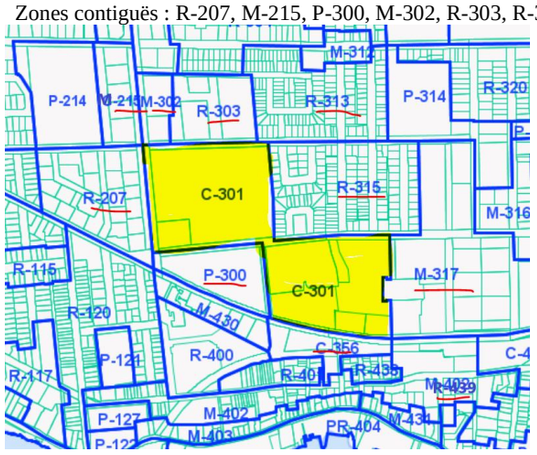
Le second projet de règlement, le sommaire décisionnel et l'illustration détaillée de la zone concernée et des zones contiguës sont disponibles sur le site Internet de l'arrondissement à **montreal.ca/lachine** et pour consultation à la mairie d'arrondissement durant les heures de bureau, soit du lundi au jeudi de 8 h 30 à 17 h et le vendredi de 8 h 30 à midi. Toute personne qui en fait la demande peut obtenir une copie du second projet de règlement sans frais.

Fait à Montréal, arrondissement de Lachine, ce 14 février 2023.

Ann Tremblay, avocate, OMA
Secrétaire d'arrondissement

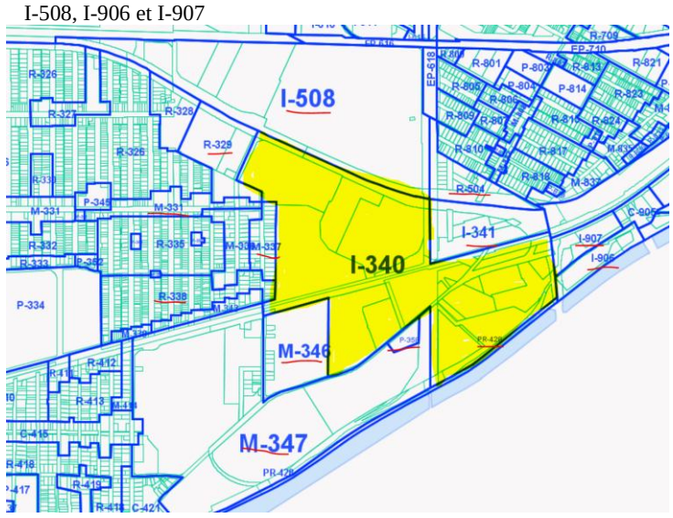


1. La zone visée C-301
   Zones contiguës : R-207, M-215, P-300, M-302, R-303, R-313, R-315, M-317, R-439 et C-356



2. Les zones visées I-340 et I-341 et leurs zones contiguës

   Zone visée I-340
   Zones contiguës : R-329, M-331, M-337, R-338, I-341, M-346, M-347, P-358, PR-428, R-504, I-508, I-906 et I-907

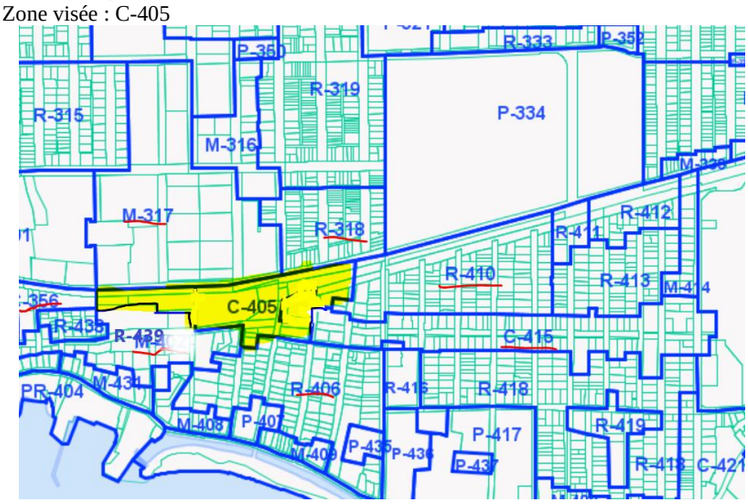


   Zone visée I-341
   Zones contiguës : I-340, R-504, I-508 et EP-900

3. La zone C-405

Zones contiguës : M-317, R-318, R-406, R-410, C-415 et R-439

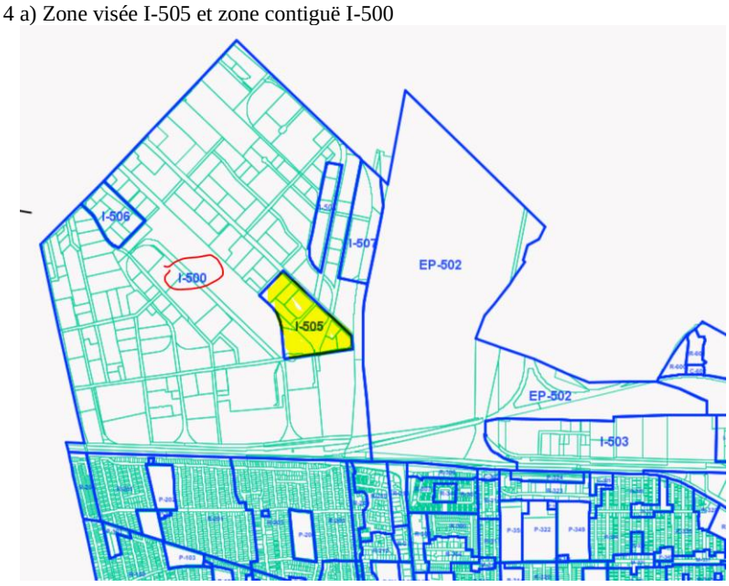
Zone visée : C-405



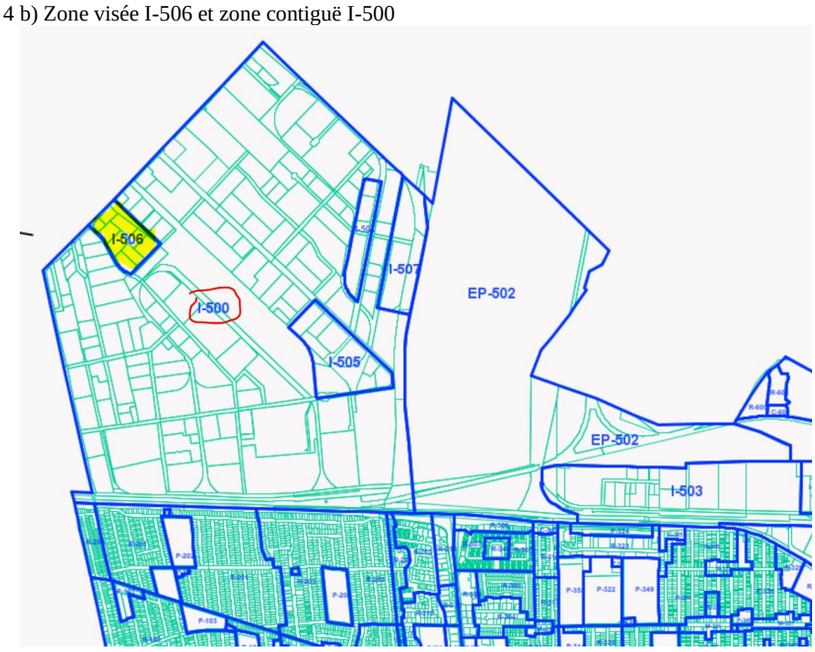
4. Les zones visées I-500, I-505, I-506 et I-507 et leurs zones contiguës

Zone visée I-500 et zones contiguës : R-201, R-203, R-209, R-210, I-501, EP-502, I-505, I-506 et I-507

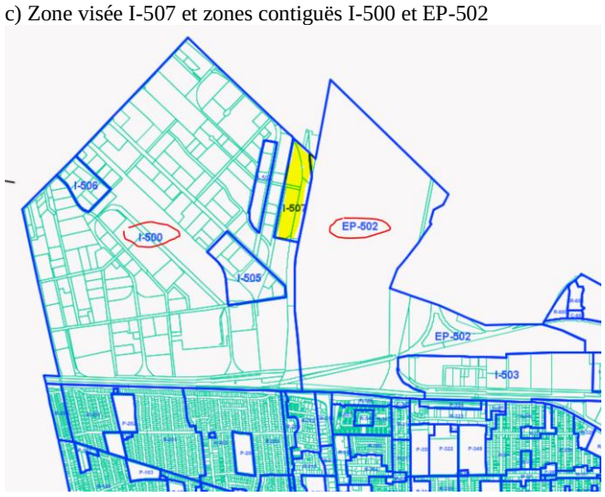
4 a) Zone visée I-505 et zone contiguë I-500



4 b) Zone visée I-506 et zone contiguë I-500



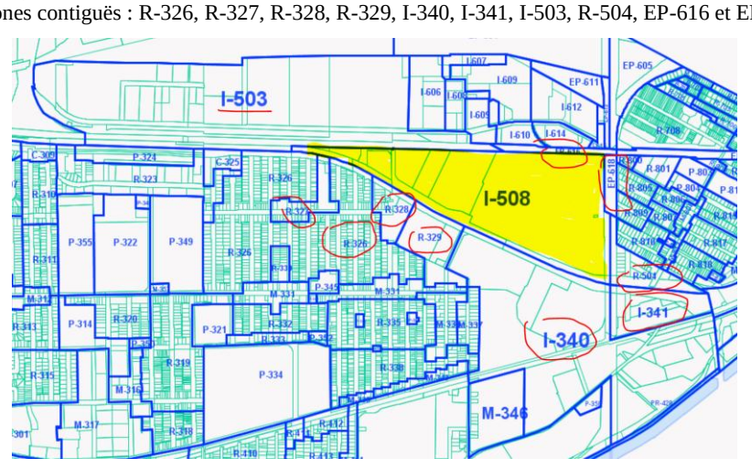
4 c) Zone visée I-507 et zones contiguës I-500 et EP-502



4.1 Les zones I-503 et I-508 et leurs zones contiguës

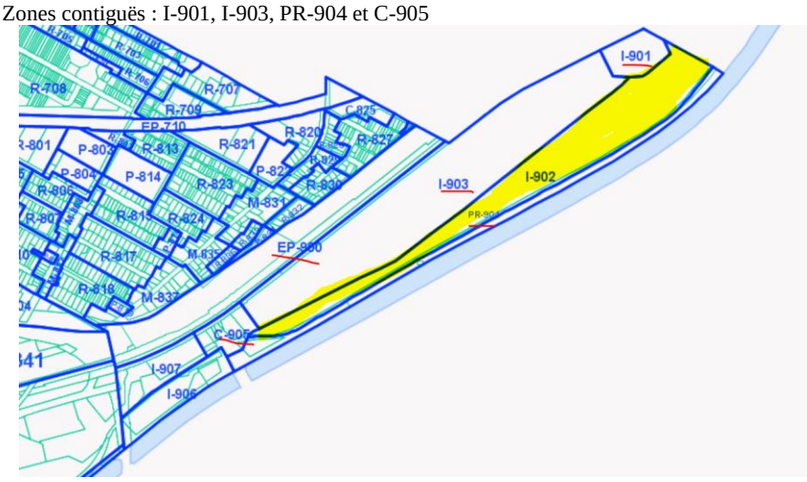
4.1 a) Zone visée : I-503
Zones contiguës : R-323, P-324, C-325, R-326, EP-502, I-508, EP-604, I-606, I-608, I-609 et EP-616

4.1 b) Zone visée : I-508
Zones contiguës : R-326, R-327, R-328, R-329, I-340, I-341, I-503, R-504, EP-616 et EP-618



5. Les zones I-902 et I-903 et leurs zones contiguës

5. Zone visée : I-902
Zones contiguës : I-901, I-903, PR-904 et C-905



5. Zone visée : I-903
Zones contiguës : EP-900, I-901, I-902, PR-904 et C-905

Lachine Montréal

REQUEST TO PARTICIPATE IN A REFERENDUM

Second draft by-law

Règlement numéro 2710-105 modifiant le Règlement 2710 sur le zonage afin d'introduire des dispositions visant la transition écologique, d'ajuster les dispositions sur les piscines, le stationnement, les murs d'intimité et autres dispositions connexes

---

NOTICE IS HEREBY GIVEN to the persons concerned in arrondissement de Lachine and the contiguous zones listed below, and having the right to sign a request to participate in a referendum:

Main streets delimiting the area	Target area	Contiguous areas
1. 32e Avenue South between Remembrance and Victoria Streets, 25e and 28e Avenues	C-301	R-207, M-215, P-300, M-302, R-303, R-313, R-315, M-317, C-356 and R-439
2. Industrial Park St.-Jacques and Victoria Streets and Avenue George V	I-340	R-329, M-331, M-337, R-338, I-341, M-346, M-347, P-358, PR-428, R-504, I-508, I-906, I-907 and EP-900
	I-341	I-340, R-504, I-508 et EP-900
3. Notre-Dame street, 18e Avenue and Victoria Street	C-405	M-317, R-318, R-406, R-410, C-415 and R-439
4. and 4.1 Industrial Park North of Highway 20 and West of Highway 13	I-500	R-201, R-203, R-209, R-210, I-501, EP-502, I-505, I-506 and I-507
	I-503	R-323, P-324, C-325, R-326, EP-502, I-508, EP-604, I-606, I-608, I-609 and EP-616
	I-505	I-500
	I-506	I-500
	I-507	I-500 et EP-502
	I-508	R-326, R-327, R-328, R-329, I-340, I-341, I-503, R-504, EP-616 and EP-618
5. Notre Dame Street West between the Gauron Bridge and the limits of the Borough Sud-Ouest	I-902	I-901, I-903, PR-904 and C-905
	I-903	I-901, I-902, EP-900 and C-905

1. REFERENDUM APPROVAL

Following the public consultation held on January 25, 2023, borough council adopted, at its ordinary meeting held on February 6,2023, the second draft by-law entitled *Règlement numéro 2710-105 modifiant le Règlement* 2710 *sur le zonage afin d'introduire des dispositions visant la transition écologique, d'ajuster les dispositions sur les piscines, le stationnement, les murs d'intimité et autres dispositions connexes.*

This second draft by-law contains provisions that may form the subject of a request on the part of the persons concerned of the entire territory of arrondissement de Lachine and the contiguous zones listed below in order for a by-law containing such provisions to be submitted for their approval, in accordance with the *Act respecting elections and referendums in municipalities* (CQLR, chapter E-2.2).

2. PURPOSE OF THE SECOND DRAFT BY-LAW

This second draft by-law addresses the items listed in this table.

The provisions of this second draft by-law relating to the following elements of the draft of By-law number 2710-105 amending the zoning by-law (Règlement numéro 2710-105 modifiant le Règlement sur le zonage (2710), are subject to referendum approval:

- a note in *Annexe* B concerning the parking ratio in zone C-405 in article 1;
- the introduction in *Annexe* C *"Grilles des usages et des normes d'implantation"* (table of uses and siting standards) of new uses for charging stations in article 2 and allowing urban agriculture in zones C-301, I-340, I-341, I-500, I-503, I-505, I-506, I-507, I-508 and I-902, I-903 in article 3;
- the amounts of fines for swimming pool violations in article 6;
- grandfathering in articles 7 and 8;
- the use of different parts of a lot in articles 9 and 10;
- the development of open spaces on a lot in articles 11 and 12 and the visibility triangle in article 13;
- the implementation of privacy screens for residential uses in article 16;
- the ban on increasing the paved surface area of a lot if the minimum percentage of greening required is not met in article 33;
- no longer limiting to 37.2 m^2 the sum of the areas occupied by any balcony, gallery, veranda or patio located on the upper floor in article 34;
- aligning the swimming pool provisions with the safety requirements of the provincial *Residential Swimming Pool Safety Regulation* in articles 35 to 39;

- rewriting the provisions dealing with mechanical appliances, ventilation ducts or tanks in articles 40 and 70;
- the adjustment of parking provisions in articles 41 and 43 to 50 and 81;
- the installation of electrical charging stations in article 51;
- the repeal of the reference to the By-law on conditional uses in article 55;
- the installation of greenhouses as accessory buildings and regulating their number, location, distance from a lot line, height, dimensions, etc. in articles 56 to 62;
- the installation of control booths and gates in article 63;
- the location of an extension in a front yard in article 67;
- repealing a standard of 8 m from the shoreline in article 68;
- regulating solar panels in article 69;
- repealing the provisions for integrated residential and mixed-use projects in article 71;
- clarifying that maintenance work on steep slopes may be authorized in article 72;
- the classification of uses in articles 73, 74 and 75;
- the development of a visual screen on a lot adjacent to a sensitive use in article 76;
- the authorization of the "urban agriculture (510)" class in zones C-301, I-340, I-341, I-500, I-503, I-505, I-506, I-507, I-508 and I-902 and I-903, and the conditions set out in article 77;
- the development of home, vegetable, collective or community gardens and the establishment of home greenhouses as a complementary use in article 78;
- the deletion of the room rental provision in article 80;
- allowing electric vehicle charging stations as a complementary use in article 82 to 85;
- repealing the word "cottage" in order to no longer set a height limit for this type of dwelling in article 86.

3. DESCRIPTION OF THE TERRITORY

A request relating to the provisions subject to referendum approval may come from the entire territory of arrondissement de Lachine and the contiguous listed above.

Such a request shall have the effect of submitting the provisions of the draft by-law for the approval of the persons eligible to vote in the zone where the request originated.

4. CONDITIONS FOR THE VALIDITY OF A REQUEST

In order to be valid, a request shall:

- clearly identify the **provision** subject to referendum approval that are the object of the referendum;
- identify the **zone** where it comes from;
- be signed—in the case where there are more than 21 persons concerned in the zone where it comes from—by at least 12 of them or, if not, by at least the **majority** of them;
- be received at the office of the secrétaire d'arrondissement (1800, boulevard Saint-Joseph, Lachine, H8S 2N4) within **8 days** of publication of this notice, or no later than **February 22, 2023, before 4 p.m.**

Moreover, each person signing the referendum shall be a **person concerned,** in accordance with the conditions set forth in article 5.

The person signing the referendum (who must be of the age of majority as of **February 6, 2023**) shall indicate, next to his signature, not only his name (in capital letters), his telephone number, address and apartment number, but also in what capacity he is a person concerned to sign the referendum (see article 5 to this effect: a resident, owner or co-owner, occupant or co-occupant of a place of business, representing a legal entity).

5. CONDITIONS FOR BEING A PERSON CONCERNED TO SIGN A REQUEST

5.1. A person concerned is anyone who, on **February 6, 2023**, is not subject to any disqualification to vote, is of the age of majority, is a Canadian citizen, is not under curatorship and meets one of the two following conditions:

- is domiciled in a zone where a request may come from and has been living in Québec for at least 6 months;
- has been, for at least the past 12 months, the owner of a building or the occupant of a place of business, within the meaning of the *Act respecting municipal taxation* (CQLR, chapter F-2.1), located in a zone where a request may come from.
-

5.2. Additional requirement for undivided co-owners of a building and co-occupants of a place of business: to be designated, by means of a proxy signed by the majority of co-owners or co-occupants, as the person who has the right to sign the request on their behalf and to be registered on the referendum list, as the case may be. **This proxy shall be produced before, or at the same time as, the request.**

5.3. Further condition added to the eligibility requirements for a legal entity to sign a request: to have designated, among its members, directors and employees, by means of a resolution, a person who, on **February 6, 2023**, is of the age of majority, is a Canadian citizen, is not under curatorship and is not subject to any disqualification to vote under the law. **This resolution shall be produced before, or at the same time as, the request.**

Unless in the case of a person designated as a representative of a legal entity, no one may be considered to be a person concerned in more than one capacity, in accordance with section 531 of the *Act respecting elections and referendums in municipalities* (CQLR, chapter E-2.2).

6. ABSENCE OF REQUEST

All provisions of this second draft by-law that will have not been subject to a valid request may be included in a by-law that will not need to be approved by the persons qualified to vote.

7. CONSULTATION OF THE DRAFT BY-LAW

The second draft by-law, the related decision summary and the detailed illustration of the zones in question and the contiguous zones are available on the Borough's website at **montreal.ca/lachine** and are available for consultation at borough hall during regular office hours, Monday to Thursday, 8:30 a.m. to 5 p.m., and Friday, 8:30 a.m. to noon. Anyone who so requests may obtain a free copy of the second draft by-law.

Given in Montréal, arrondissement de Lachine, this February 14, 2023.